

Conférence de presse d'Emmanuel Macron lors du sommet de l'ONU sur le climat

24 septembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

Emmanuel MACRON

Bonjour. Bonjour à toutes et tous ou bonjour. Pardon pour cette attente qui est liée à des discussions imprévues si je puis dire. Je vais peut-être dire simplement deux mots et surtout répondre à vos questions. Cette assemblée générale des Nations unies a été l'occasion d'abord de prendre plusieurs engagements lors du Sommet climat du Secrétaire général, à la fois en confirmant l'engagement français sur le Fonds vert et préparer la réunion d'octobre sur ce sujet. Donner aussi des axes clairs sur la volonté française de scander les prochaines discussions européennes sur le plan justement du rehaussement du prix du carbone, de la taxation aux frontières, mais également de l'intégration des objectifs climatiques dans notre agenda commercial avec l'objectif zéro carbone- zéro déforestation.

Je ne reviens pas sur les autres points qui ont été soulevés lors de cette intervention, je répondrai à vos questions s'il y en a. Je pense en tout cas que notre objectif à cet égard était de pouvoir rentrer véritablement dans des engagements maintenant utiles, l'année 2020 étant absolument clé dans l'agenda européen pour avoir un agenda climatique fort.

La France prend, quant à elle, toutes ses responsabilités en doublant sa participation au Fonds vert. Nous avons quelques instants avant ce sommet Climat organisé avec la Colombie et le Chili ce sommet pour les forêts primaires, forêt tropicale essentiellement basée sur l'Amazonie mais intégrant aussi le Bassin Congo qui était la suite directe de l'initiative prise lors de Biarritz et du G7. Comme vous l'avez constaté, ce sommet a été pour nous d'abord l'occasion pour la première fois de rassembler des donateurs : Norvège, Allemagne qui sont très impliqués sur ce sujet d'avant la France. Les grandes organisations internationales avec des annonces fortes qui ont été faites par la Banque mondiale mais également pour la première fois, les pays de la région qui, suite à l'initiative franco-chilienne de Biarritz, s'étaient réunis d'abord à Leticia pour le pacte et puis se sont retrouvés autour de la table et donc vous aviez en particulier le président bolivien, le président colombien qui était là, le vice-président du Suriname et avec eux beaucoup de représentants des peuples autochtones et de plusieurs régions. J'avais souhaité associer tout à la fois le président de la collectivité de Guyane Rodolphe ALEXANDRE qui a pu s'exprimer, également le président du Grand Conseil coutumier qui était présent, et avec lequel j'ai ensuite eu un échange, et qui a porté la voix des peuples autochtones et le président du parc. Cette initiative a permis une avancée, à mes yeux, importante parce qu'elle a permis un travail d'abord de coordination de l'ensemble des bailleurs internationaux, et de poser pour la première fois une méthode d'action. Les objectifs communs en termes de biodiversité, d'engagement pour la reforestation, de financement de projets compatibles avec ces objectifs et derrière, une méthode que nous allons finaliser pour Santiago avec l'objectif de finir sur une alliance concrète qui permettra de financer des projets concrets sur le terrain dans les différents pays concernés. Là aussi, je pourrais revenir dans le détail sur les différents points lors de vos questions si vous le souhaitez, mais c'était pour moi une étape importante qui marque une avancée suite à l'initiative que nous avons prise à Biarritz et une mise en œuvre plus opérationnelle. Nous avons poursuivi, comme je le disais, ces échanges. Les ministres ont eu l'occasion de continuer le travail aussi avec le président ALEXANDRE et le gouverneur brésilien qui

représentait aussi plusieurs états brésiliens sur ce sujet et donc un travail régional se poursuit dans la durée, de manière dépassionnée, pour pouvoir agir de manière efficace dans la prévention des feux comme en matière de reforestation. Nous avons évidemment aussi, lors de cette assemblée générale, poursuivi l'initiative conduite à Biarritz et avant le sommet de Biarritz sur la question iranienne. Celle-ci, évidemment, avait un tour tout particulier dans le contexte et suite aux frappes du 14 septembre dernier. D'abord souhaiter qu'il puisse y avoir une coordination européenne que nous avons tenue hier après-midi avec le premier ministre JOHNSON et la chancelière MERKEL qui nous a conduit à communiquer ensemble sur les faits du 14 septembre et la nécessité de reprendre des négociations. J'ai eu également plusieurs échanges avec le président TRUMP et avec le président ROHANI durant ces deux jours - et un très long entretien hier avec le président ROHANI. Je considère dans ce contexte que les conditions d'une reprise rapide des négociations ont été créées. J'en ai, en quelque sorte, explicité les termes tout à l'heure lors de mon discours à l'assemblée générale : d'une part et c'est le premier critère, la réaffirmation pleine certitude que l'Iran ne se dotera jamais de l'arme nucléaire c'est-à-dire non seulement le retour plein et entier aux obligations du JCPOA mais la construction d'un agenda de plus long terme en la matière. Deuxièmement, ce sont les éléments d'une sortie de crise au Yémen dont nous avons longuement parlé avec le président ROHANI hier - et qui est à mes yeux constitutif de la désescalade dans la région. Troisièmement, c'est la construction d'un plan de sécurité régionale intégrant les autres crises et la sécurité des flux maritimes. Ce qui veut dire d'engager une discussion sur évidemment aussi la situation en Syrie, en Irak, sur les autres sujets régionaux sur la question du détroit d'Ormuz. À cet égard, nous avons eu un long échange également avec le président ROHANI et il y a une vraie volonté, y compris américaine, d'avancer sur ces sujets. Le quatrième élément de cette négociation, c'est évidemment dans ce contexte la levée des sanctions économiques. Les termes sont ainsi posés qui constituent un ensemble cohérent, qui permettrait désescalade et un agenda de confiance dans la durée non seulement sur le sujet nucléaire mais sur les sujets balistiques.

Il appartient maintenant à l'Iran et aux États-Unis d'Amérique de se saisir de ces conditions et d'œuvrer ensemble pour redéclencher une dynamique. Je l'ai dit également l'un à l'autre la France est à disposition et je considère que ce débat doit être amorcé entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran et il doit pouvoir ensuite en dynamique pleinement associer l'ensemble des signataires de JCPOA et les puissances de la région car je pense que si en 2015, il manquait quelque chose aux termes de l'équation, c'était d'associer pleinement toutes les puissances de la région. Voilà les éléments sur lesquels nous avons avancé durant ces deux jours. Je le dis avec beaucoup d'humilité et de précaution parce que tout cela est toujours fragile mais je considère que les échanges que nous avons pu avoir, les initiatives prises ont créé les conditions d'un retour rapide du dialogue et des négociations mais en même temps permettent de bâtir un agenda de sécurité et de stabilité durables pour la région. Ces deux jours ont aussi été l'occasion de plusieurs rencontres bilatérales avec le président Mahmoud ABBAS, avec le président de la République d'Irak avec le président du Liban et plusieurs autres. Des échanges également avec le président SISSI et avec d'autres dirigeants durant justement les apartés qui se sont ainsi construites. Je ne serai pas plus long. Je vais surtout répondre à vos questions.

Christian CHESNOT Radio France

J'avais une question sur la crise iranienne et les deux derniers objectifs sur la sécurité dans le Golfe. Le président ROHANI avait une proposition de plan de sécurisation du Golfe. Est-ce que c'est compatible avec votre vision que vous pouvez proposer ? Est-ce que les Iraniens

feront partie de ce deal sur le Golfe et la deuxième question sur les sanctions. Est-ce que les Américains, est-ce que Donald TRUMP, vous avez senti la ligne bouger sur ce qui pourrait lever parce que pour l'instant c'est un nœud absolu. Est-ce que là, vous avez senti une ouverture de ce côté-là. Parce que c'est la clé du sujet.

Emmanuel MACRON

La grande difficulté de ce sujet, c'est que je pense que tous les termes sont ceux que je viens d'évoquer et ils sont sur la table. Maintenant, la question est celle de la bonne désescalade si je puis dire, ou de la bonne articulation dans le temps de chacun de ces termes. Je pense que si la confiance est recréée de part et d'autre, on peut avancer arriver à cet agenda. Je pense que la levée des sanctions de la part des Américains sans aucune visibilité sur les autres sujets n'est pas envisageable ; de même que des engagements clairs de l'Iran sur les points que j'ai évoqués n'est pas envisageable sans engagement américain. Et donc ce que nous avons cherché à créer, c'est de rendre cet agenda explicite de part et d'autre - parce que moi ce que j'ai vu et ce que j'ai pu constater, c'est qu'il y a une intention commune d'avancer et de trouver, non seulement les termes d'une désescalade, mais la construction d'un accord dans la durée. Le président TRUMP est extrêmement préoccupé de la sécurité et de la stabilité de la région. Il ne veut aucune escalade, aucun conflit. Et parce qu'il est préoccupé de la stabilité de la région, il ne veut aussi aucune faiblesse et aucune ambiguïté. Et donc, il veut s'assurer dans la durée, qu'il n'y a aucune chance que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, et on encadre davantage les activités balistiques. De leur côté, les Iraniens sont prêts à s'engager sur cet agenda de sécurité, de stabilité. Mais ce qu'ils demandent c'est la levée des sanctions. Et donc, les conditions sont là. Maintenant, c'est la capacité, en particulier de ces deux pays au premier chef, à trouver les pas qui permettent soit progressivement, soit au travers d'une rencontre d'officialiser cette levée. Je leur ai dit de part et d'autre par les allers retours que nous avons effectués durant ces deux jours que les conditions me paraissaient réunies. Maintenant la France n'est ni l'Irlande et les États-Unis d'Amérique. Nous avons contribué à créer les conditions. Il appartient maintenant à chacun de prendre ses responsabilités et la part de démarches aussi positives et proactives nécessaires. Mais je considère que la levée des sanctions est possible si elle est accompagnée d'engagements clairs en termes de sécurité tel que je viens de les rappeler sur le nucléaire comme sur la sécurité régionale. Pour ce qui est de la sécurité des flux maritimes, plusieurs initiatives ont été prises durant les dernières semaines dans un contexte de plus en plus tendu. Elles ont des natures extrêmement différentes. Les États-Unis ont pris des initiatives. Nous nous sommes nous-mêmes organisés et avons une présence comme vous le savez et la volonté de l'Iran c'est de proposer aussi un plan de sécurité. Si ces initiatives demeurent parallèles, elles finiront par prendre le risque d'être conflictuelles. Dans le cadre de cette démarche d'ensemble, ce que j'ai indiqué à toutes les parties c'est qu'il était nécessaire que la sécurisation des flux maritimes figure à l'agenda. Et donc, en effet, que les propositions iraniennes soient prises en compte, mais dans le cadre d'un agenda plus large ; en aucun cas, il ne serait acceptable pour d'autres de déléguer la sécurité du détroit d'Ormuz à l'Iran. Mais il est évident que si nous voulons une sécurisation efficace, il faut une implication de l'Iran. Si on arrive à construire cet agenda de sécurité et de stabilité, nous conjuguons ces initiatives qui sont aujourd'hui non coordonnées.

Journaliste

(Inaudible) dans la région en ce qui concerne les arrangements de la sécurité dans la région. Est-ce que Israël en fera partie ? Comme c'est un pays très concerné par l'expansion iranienne. Il y a presque un affrontement direct. Deuxième question, pour changer un peu votre

rencontre avec Mahmoud Abbas. Est-ce qu'il y a selon vous, selon lui de nouvelles possibilités compte tenu des résultats des élections en Israël.

Emmanuel MACRON

Écoutez, je pense qu'il est important à un moment de la négociation en effet d'avoir des échanges et d'inclure l'ensemble des puissances de la région dont la sécurité est en jeu. Compte tenu des contraintes que nous connaissons déjà et de la difficulté à entamer une négociation productive à quelques-uns, je ne veux pas surcontraindre l'exercice en vous disant dès maintenant qu'il faudrait que tout le monde soit autour de la table en même temps. Mais je vous donne la perspective d'ensemble. Je pense qu'il faudra à un moment donné, si la discussion progresse, et c'est mon souhait, que les négociations puissent donner une place aux pays de la région dont la sécurité est impliquée. Deuxième chose, j'ai eu une très bonne discussion ce matin avec le président ABBAS, il connaît les positions de la France et notre engagement. Les prochaines semaines nous diront l'ensemble des conséquences qu'il faut tirer des élections israéliennes -et je pense qu'il faut être prudent sur ce sujet. Mais le président ABBAS m'a fait part des initiatives qu'il comptait prendre lui-même et de son côté. Il lui appartient de les annoncer dans les jours à venir. Mais il m'a informé de cet agenda. Et la France se tiendra à ses côtés pour contribuer utilement là aussi aux mesures d'ouverture et de réconciliation qui seraient prises.

Journaliste

Julie MARIE-LECONTE, France Info. Jugez-vous indispensable que M. ROHANI rencontre le président TRUMP avant de quitter le sol américain ?

Emmanuel MACRON

Indispensable, je n'ai pas à être comminatoire. Je pense que c'est utile et souhaitable. Je pense que c'est utile parce que comme je l'ai dit à plusieurs reprises, les conditions qui aujourd'hui existent dans la région font que le risque d'escalade et de surenchère est à son maximum. Compte tenu de ce qui s'est passé le 14 septembre et du niveau de tension, la moindre provocation, la moindre erreur pourrait conduire à des réactions massives et à une escalade incontrôlée. Et donc, je pense que la reprise des négociations est extrêmement importante maintenant. Et comme je vous l'ai dit, je pense que les conditions sont profondément réunies. Ensuite, je pense que c'est souhaitable parce que le président ROHANI est ici à l'occasion de cette Assemblée générale des Nations unies et que vraisemblablement dans les semaines et les mois qui viennent, il n'aura pas l'occasion de revenir aux États-Unis d'Amérique. Et je ne pense pas que le président TRUMP aura l'occasion d'aller à Téhéran en Iran. Et donc, c'est une opportunité, si je puis dire physique, qui est à saisir parce que je pense que la meilleure manière de commencer une négociation, c'est d'avoir une réunion et une discussion franche entre les deux principaux protagonistes. Utile et souhaitable.

Journaliste

Et elle est possible

Emmanuel MACRON

Elle ne dépend que d'eux

Journaliste

Christophe Decroix RTL. Donald TRUMP avait dit qu'il n'avait pas besoin de médiateur dans cette affaire iranienne. Est-ce qu'il a un peu changé avec votre intervention sur ce thème ? Et peu après vous, le Premier ministre pakistanais, à l'assemblée générale de l'ONU, a dit: « TRUMP nous a demandé d'être médiateur dans cette affaire iranienne. Que faut-il entendre ?

Emmanuel MACRON

Que le monde est plein de possibles et que moi je n'ai qu'un seul souhait, c'est que le meilleur des possibles advienne. Nous avons fait nos meilleurs efforts. Et je pense que c'était le rôle de la France. Nous n'avons reçu aucun mandat ni ne nous sommes institués dans un quelconque rôle que ce soit. Nous sommes une puissance dotée. Nous sommes signataires du JCPOA et membre permanent du Conseil de sécurité. Et je crois que comme je l'ai rappelé devant les ambassadeurs il y a quelques semaines, la vocation de la France est d'être cette puissance médiatrice. Donc voilà, nous avons essayé, nous essayons de jouer un rôle utile. Je ne réclame aucune exclusive, et je le dis avec beaucoup d'humilité parce que les initiatives que nous avons prises, les dialogues que nous avons conduits, je crois ont permis de lever des ambiguïtés, permettent de créer un momentum, et après n'existe que si les deux principaux protagonistes décident qu'il en soit ainsi. Et après, je pense que c'est une très bonne chose qu'il y ait une multiplication d'initiatives. Le premier ministre ABE avait fait il y a plusieurs semaines un voyage. Le premier ministre du Pakistan a fait cette proposition. Je pense qu'il est très bon aussi qu'il y ait un engagement Russe, Chinois sur ce sujet et qu'il est très important que sur cette crise, la Russie et la Chine jouent leur rôle plein et entier aussi. Donc, c'est ça avoir une communauté internationale engagée. Je pense que tout cela est utile.

Journaliste

Bonjour ! Laurence BENHAMOU, AFP. Pour cette opportunité physique, si vous voulez également être là, vous devriez rester plus tard ce soir ?

Emmanuel MACRON

Non, je n'ai pas vocation. D'abord, je pense que la tâche est lourde aussi qui m'attend à Paris. Chacun a ses contraintes et moi j'ai fait ce que j'avais à faire. J'ai fait ce que j'avais à faire à ce stade. Et après, il dépend de la volonté de chacun. J'ai dit que la France avait vocation à être puissance médiatrice, nous avons levé des ambiguïtés. Mais je n'ai jamais considéré que j'étais indispensable. Et je pense que c'est aussi très bon que les décideurs de ces deux pays prennent leur part de responsabilité. Donc, je souhaite que cela puisse advenir dans le temps utile qui leur reste. Mais je ne vais pas caler mon agenda sur celui de la présence du président Iranien à New York. Ce n'est pas possible compte tenu des contraintes qui sont les miennes et du travail qui me reste à faire. Mais nous avons fait ce que nous avons de notre côté à réaliser.

INAUDIBLE

Écoutez, nous avons déjà envoyé des experts pour participer à l'ensemble des investigations, comprendre ce qui s'est passé, comprendre à la fois, les armes utilisées, pouvoir les qualifier, et comprendre aussi les failles des différents dispositifs. Sur cette base là, il y aura des discussions stratégiques qui se mèneront mais. Je pense que tout ça doit être maintenant

pensé, conçu dans le cadre d'une approche plus large celle que je viens d'évoquer. Et donc, elle suppose un dialogue stratégique que j'espère, qui j'espère, va reprendre avec l'Iran et les autres puissances signataires du JCPOA et qui s'élargira aux sujets non nucléaires et elle suppose un dialogue en confiance avec l'ensemble des puissances de la région. Donc, il est encore sans doute prématuré de répondre à votre question à ce stade.

Alison Tassin TF1 et LCI

Même à des milliers de kilomètres, vous gérez des dossiers très français. Vous êtes notamment intervenu, vous avez donné votre accord au Premier ministre pour revenir sur ce coup de rabot annoncé sur les exonérations de cotisations sociales pour les personnes de plus de 70 ans. Comment est-ce que vous expliquez ce flou ? Comment expliquez-vous que ce mécontentement soit aussi rapidement pris en compte alors que d'autres ne le sont pas forcément ?

Emmanuel MACRON

D'abord je vous garantis que ce n'est pas le fruit de ma discussion de deux heures avec le président Rohani ni avec le président Trump ensuite.

Tout ça n'a rien à voir. Ensuite, le Premier ministre a fait ce qu'il devait faire. Quand on construit un budget, il faut prendre des décisions, revisiter parfois des dispositifs qui existent et si de mener des réformes au long cours, comme cela a été fait sur le logement sur la politique de l'emploi, et passer d'une logique à l'autre. C'est ce que le gouvernement fait depuis maintenant deux ans. Il est apparu comme l'a dit le Premier ministre cet après-midi sur ce sujet tout particulier, qu'il y avait plusieurs difficultés. La première, c'est que cette décision n'avait pas été dûment concertée. La deuxième, c'est qu'elle avait des effets de bord sur certaines personnes âgées qui pouvaient avoir un impact en termes de pouvoir d'achat qui n'était pas négligeable. La troisième, c'est aussi que nous tenons beaucoup à la dynamique du secteur de l'emploi à domicile, des services à la personne, et qu'une telle mesure pouvait avoir aussi un impact négatif. Et je pense que le Premier ministre a pris la bonne décision qui consistait, non pas à rester dans le flou, mais à dire très clairement, que le gouvernement renonçait à cette mesure parce que les conditions n'étaient pas remplies. Et donc, je crois que la décision est tout sauf floue. Elle est claire et elle a simplement tiré les conclusions, je crois, pertinentes, des réactions légitimes et des analyses qui découlaient des premiers échanges. Les choses sont claires, en bon ordre, et derrière nous.

INAUDIBLE

C'est ça. Ça s'appelle le pragmatisme. Et ça s'appelle vouloir avancer, réformer. Mais faire aussi de manière cohérente, et je pense qu'à un moment où on va demander à nos concitoyens de faire, de s'inscrire dans une transformation profonde qui est l'invention, la construction d'un nouveau système de retraite, et je pense qu'il ne faut pas multiplier les sujets. J'aurai l'occasion de le dire à Rodez dans deux jours. La réforme des retraites, elle ne touche pas à nos aînés - ceux qui sont à la retraite ne sont pas concernés. C'est très important à comprendre, à répéter. Si de l'autre côté, on bouge encore des paramètres pour eux, les gens finissent par plus rien comprendre. Donc, on stabilise et on se concentre sur l'essentiel, c'est déjà lourd, et on a un agenda de réformes sur beaucoup de sujets, qui est là, et donc le gouvernement avance.

Loïc de La Mornais France Télévisions

Vous avez consacré l'essentiel, une très large partie, de votre discours à la crise climatique. Le président Trump n'a pas eu un mot sur ce sujet-là. Est-ce que dans vos entretiens bilatéraux, dans vos apartés, vous sentez quand même quelques pistes, quelques ouvertures ou c'est le dialogue de sourds ?

Emmanuel MACRON

Nous n'en avons pas parlé dans les échanges bilatéraux qui ont été concentrés pour vous parler très franchement sur l'Iran. J'ai néanmoins noté pour ma part que le président Trump a fait la démarche de venir hier au Sommet climat du Secrétaire général, à assister à son discours et à rester une partie de ce sommet - ce qui a suscité, d'ailleurs, quand des images se sont croisées beaucoup de commentaires. Et ça n'est pas innocent. Ça montre qu'il y a, malgré tout, une volonté une démarche. Je note aussi que beaucoup de choix d'investisseurs d'entreprises américaines, d'états fédérés américains, ce qu'on a appelé « l'American [inaudible] » ce qui avait été annoncé sur les marches de l'Élysée en 2017, ça va dans le sens de l'accord de Paris. Donc, les choses n'ont pas changé du jour au lendemain. Il n'y a pas de changement de la diplomatie climatique américaine. Il n'y a pas de réengagement explicite, mais j'ai vu ce signal que je n'ai pas pris pour quelque chose d'innocent. Et puis je vois la dynamique, par ailleurs. Elle n'est pas suffisante, je l'ai dit. Mais je pense que la dynamique que nous avons lancée, il y a quelques mois, sur la neutralité carbone 2050 prend de l'ampleur et continue justement de prendre, à la fois, plus d'ampleur en termes de pays qui nous rejoignent et de solennité. Je pense que le rendez-vous de la COP Chili sera important. Je note que la Russie a ratifié l'accord de Paris hier - ce qui était un signal extrêmement important. Et que, la dynamique de coalition que nous avons créée à quelques-uns prend de plus en plus d'ampleur. Je l'ai dit, pour moi, la dynamique amazonienne, la forêt tropicale est très importante, Amazonie Bassin du Congo. Il faut la poursuivre et avoir des résultats. Il faut maintenant qu'on pense la même chose sur les océans et le rapport du GIEC qui vient de sortir, et, à cet égard extraordinairement critique Et doit, je dirais, tous nous réveiller. Je ne vais pas vous dire qu'il y a un plan caché ou un changement profond mais les choses, je crois, ont cette dynamique. A nous de continuer à pousser. Encore une question.

Journaliste

Bonsoir M le président. Je voulais savoir, comment est-ce que le président de Lituanie a réagi hier quand vous lui avez dit ce que vous avez dit dans le communiqué (inaudible) pas d'autres explications plausibles (inaudible) Et pourquoi avoir attendu si longtemps pour dire ça. Mais au final, vous n'avez pas utilisé le rapport de vos enquêteurs (inaudible)

Emmanuel MACRON

D'abord vous noterez que le communiqué E3 ne procède à aucune attribution directe.

Il indique, oui,

Journaliste

(Inaudible)

Emmanuel MACRON

Mais les mots ont un sens, et vous ne me ferez pas faire de raccourcis. Donc, je m'en tiens à ce qui a été dit hier. Et je pense que ça supposait d'avoir le maximum d'informations disponibles. Et cela supposait une coordination européenne. C'est tout. « Matter of fact », ni plus ni moins. Je ne vais pas vous dire que le président Rohani a reconnu. Je ne vais pas vous dire que le président Rohani a nié. C'était la dernière question parce que nous devons tenir un agenda et.

Journaliste

(Inaudible) dire que le président (inaudible) ne faisait pas partie (inaudible) de l'humanité. Que les (inaudible) disait n'importe quoi. Que le (inaudible) disait n'importe quoi. Que cela ne voulait pas vraiment.

Emmanuel MACRON

Alors bon, il y a une sensibilité dans tous les pays de la région qu'il faut respecter, qui est le rapport à la souveraineté. Et donc ça, il ne s'agit pas de considérer que quelques États que ce soient de la région ne soient pas souverains. Chaque État a son territoire. Il est souverain sur ce territoire. C'est un fait, je ne l'ai jamais remis en cause. Simplement, nous avons, tous et toutes des responsabilités sur nos territoires quand il s'agit de ces sujets. Et la forêt amazonienne, comme toutes les forêts tropicales, elles ont un tel impact climatique, elles ont un tel impact en termes de biodiversité, qu'elles sont d'intérêt commun qu'on le veuille ou non. Et donc, ça nous engage et ça crée une responsabilité dans chacun de ces pays. Et puis ensuite, je pense que, si on veut avancer utilement, avoir un discours responsable, on ne doit pas nier la réalité. Les feux sont une réalité. Les scientifiques ont établi, de manière objective et scientifique, ce qui était en train de se passer dans la forêt amazonienne. Et donc moi, je ne soutiendrai jamais un dirigeant qui remet en cause les faits scientifiques, les rapports d'experts ou décide, en quelque sorte, de se séparer de ces experts quand ils n'écrivent pas ce qu'ils veulent. Ça je pense que ça n'est pas sérieux. Voilà. Donc il faut respecter la souveraineté brésilienne, respecter le peuple brésilien, dans toutes ses composantes et notre initiative est compatible avec cela. Il faut respecter la vérité des faits partout et la vérité scientifique pour pouvoir avancer. Oui, il y a une crise aujourd'hui de nos forêts tropicales. Oui, depuis 50 ans, 20 % de la surface a été détruite par des activités, des activités aurifères illégales, les feux, certaines activités agricoles prédatrices qui ne sont pas compatibles avec la biodiversité et la forêt. Donc oui, il nous faut avoir un agenda de reconquête, de biodiversité et de reconquête de la forêt tropicale. C'est une évidence. Je pense qu'on peut le faire collectivement en respect si on ne nie pas les faits et les analyses scientifiques.